

# IFAC'S ACTION PLAN FOR FIGHTING CORRUPTION AND ECONOMIC CRIME

IN COOPERATION WITH THE INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION







AND WITH THE SUPPORT OF THE  
WORLD ECONOMIC FORUM'S  
GATEKEEPER TASK FORCE



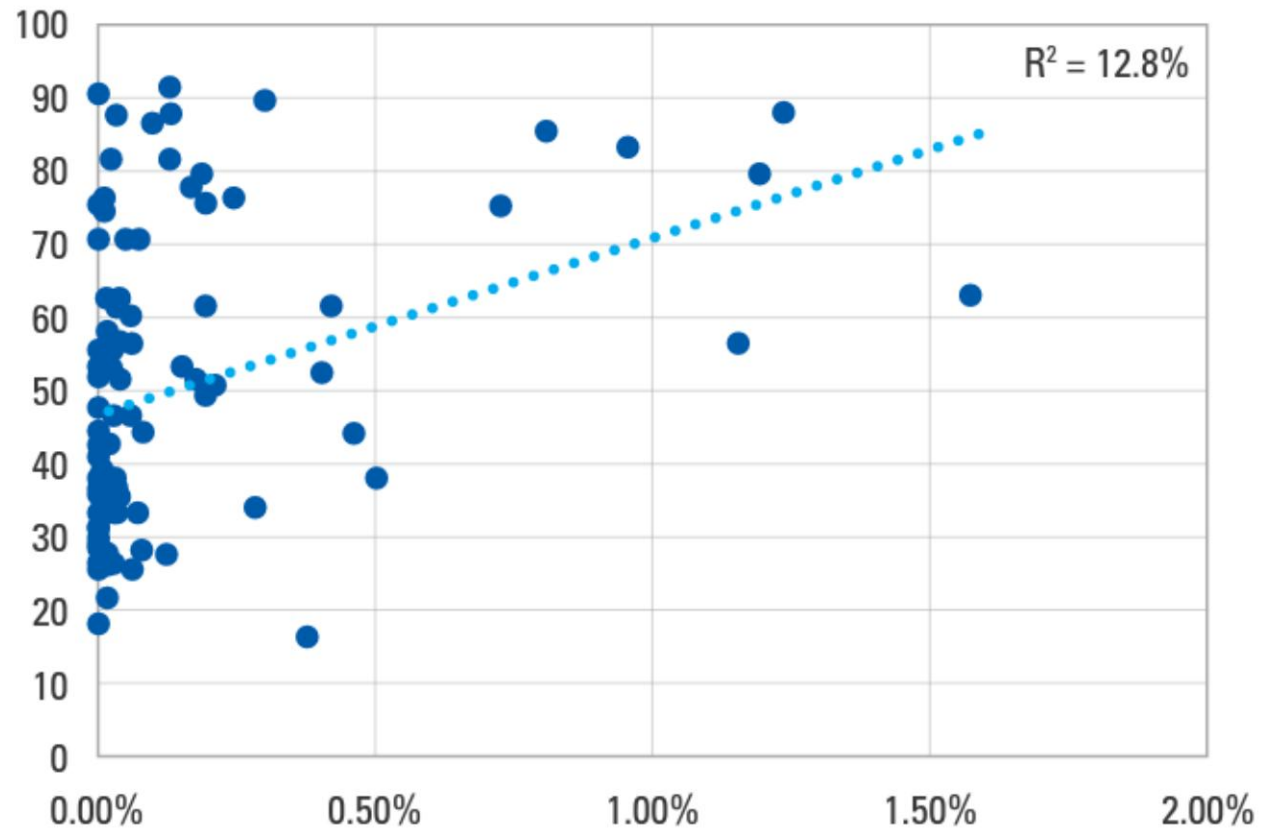
# Accountants' Role in Economic Development

Copyright © 2020 by the International Federation of Accountants (IFAC). All rights reserved.

Professional accountants make a significant contribution to the economy at the local, national and global levels. In each measure reviewed, a greater number of accountants correlates to better economic performance. Moreover, professional accountants who are members of IFAC member professional accountancy organizations (PAOs)\* correlate to even stronger performance on the economic indicators. In short, accountants make a significant contribution to their national economies. Accountants who are members of an IFAC member professional accountancy organization make an even greater meaningful contribution.

AN INCREASE OF 500 ACCOUNTANTS PER MILLION CORRELATES TO:	IF THE 500 ACCOUNTANTS ARE MEMBERS OF IFAC MEMBER PAOS, THE INCREASE CORRELATES TO:	CHANGE
 an increase of USD 5,073 in GDP per capita	an increase of USD 11,224 in GDP per capita	<b>2.21x</b>
 an increase of 3.3% in the size of the service sector relative to GDP	an increase of 4.2%	<b>1.27x</b>
 a 9.8% increase in the value of exports relative to GDP	no statistically significant relationship	—
 a 7.4% decrease in the sum of tax rates	a 9.8% decrease	<b>1.32x</b>
 an increase of 16.0% in the size of inward foreign direct investment relative to GDP	an increase of 34.3%	<b>2.14x</b>
 an increase of 0.3 index points on the World Economic Forum's Global Competitive Index Quality of Education Measure	an increase of 0.4 index points	<b>1.33x</b>

Transparency International Corruption  
Perceptions Index correlation with %  
professional accountants in the work force



"La corruption et le blanchiment d'argent sont  
liés".  
--Le GAFI--



# Comprendre l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent

- **Médicaments**

confronté à la • **Traité des êtres humains**

- **Commerce illégal** • Pour les experts-comptables qui exercent une activité professionnelle en **d'espèces sauvages**

- **Autres formes de criminalité organisée**

- **Fraude fiscale**

- **Extorsion**

- **la corruption**

## Lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption

La façon la plus probable dont un expert-comptable peut être la corruption (et la combattre) est liée à la nature du rôle de l'expert-comptable.

- Pour les experts-comptables qui exercent une activité professionnelle en entreprise, la corruption se manifeste le plus souvent sous la forme de paiements illégaux effectués par l'entreprise ou exigés par elle.
- Pour les experts-comptables du secteur public, la corruption se manifestera très probablement sous la forme de détournement de fonds.
- Pour les experts-comptables exerçant en cabinet, la corruption est plus susceptible d'être rencontrée sous la forme d'un client cherchant à blanchir les produits de la corruption.

# Recommandations du GAFI

## Premières recommandations du GAFI publiées en 1990 •

Axe sur les institutions financières, limité à la lutte contre le blanchiment d'argent •  
S'est élargie pour inclure les « EPNFD » et couvrir la CFT, ainsi que d'autres sujets.

**39 membres du GAFI (pays) élaborent des recommandations** • Le champ d'application devient mondial grâce à 9 organismes régionaux de type GAFI • 206 juridictions engagées dans la mise en œuvre

**Processus d'évaluation mutuelle** • Les membres du GAFI et du FSRB mettent en évidence les progrès de la mise en œuvre • « Liste grise » ou « liste noire » pour les manquements

## Cadre des EPNFD

- 3 recommandations clés (22, 23, 28)

## Liste grise du GAFI - "Juridictions faisant l'objet d'une surveillance accumulée".

Le GAFI identifie les juridictions présentant des **faiblesses significatives** dans leur régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et travaille avec elles pour pallier à ces faiblesses. Ces **avertissements publics font pression** sur les juridictions identifiées pour qu'elles remédient à leurs déficiences afin de **maintenir leur position dans l'économie mondiale**. L'identification publique, et la perspective de l'identification publique, **encouragent les pays à apporter rapidement des améliorations significatives**.

## Liste grise du GAFI - à partir de novembre 2023

Albanie

Barbade

Bulgarie

Burkina Faso

Cameroun

Îles Caïmans

Croatie

RD Congo

Gibraltar

Haïti

Jamaïque

Jordanie

Mali

Mozambique

Nigeria

Panama

Philippines

Sénégal

Afrique du Sud

Sud-Soudan

Syrie

Tanzanie

Turquie

EAU

Ouganda

Viêt Nam

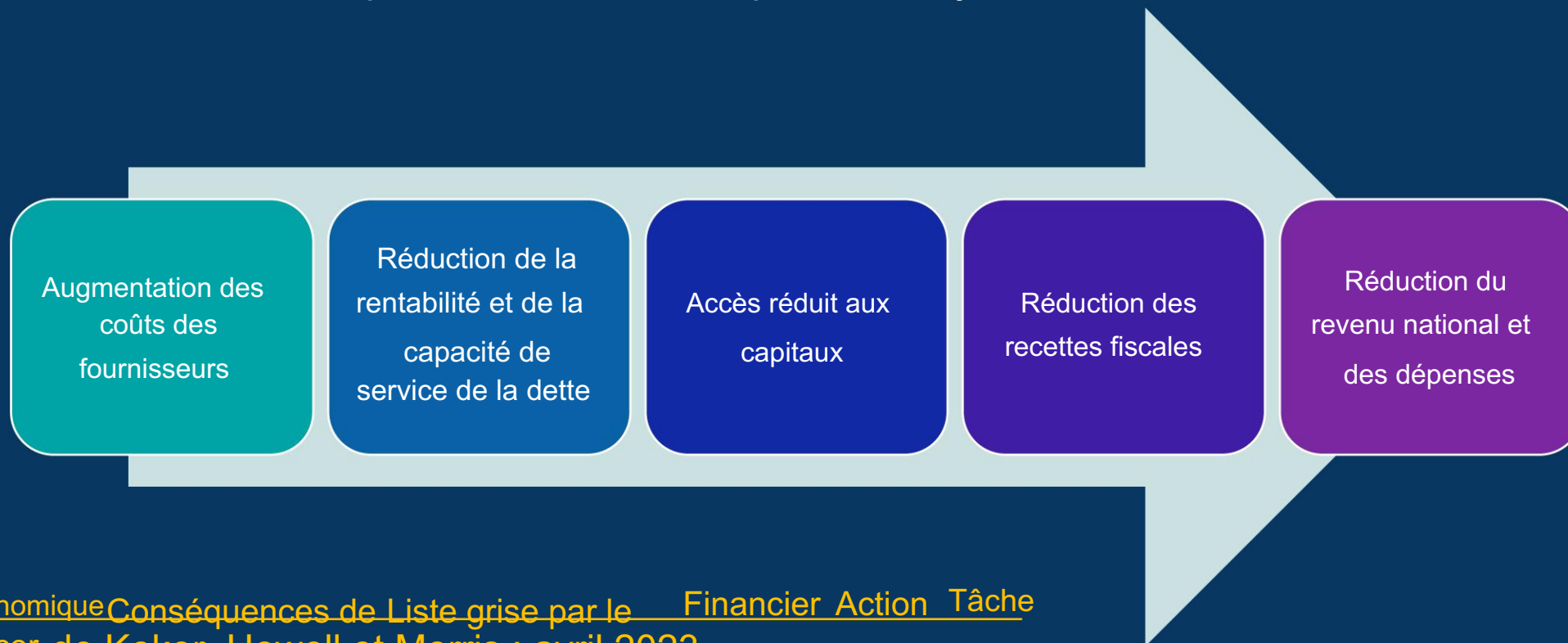
Yémen

Suppression  
recommandée en  
octobre 2023



## Impact de l'inscription sur la liste grise

Le fait de figurer sur la liste grise constitue une **barrière non tarifaire**, qui augmente le coût des transactions avec les particuliers et les entreprises de la juridiction :



Économique Conséquences de Liste grise par le Financier Action Tâche  
Forcer, de Koker, Howell et Morris ; avril 2023.

# Le rôle de la profession comptable

## Recommandations du GAFI - 22. Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) : Diligence raisonnable à l'égard de la clientèle

Les obligations de **vigilance à l'égard du client** et de conservation des documents **s'appliquent aux comptables** lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour leur client dans le cadre des activités suivantes :

- l'achat et la vente de **biens immobiliers** ;
- **la gestion de l'argent**, des titres ou d'autres actifs des **clients** ;
- la gestion de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ;
- **l'organisation d'apports** pour la création, l'exploitation ou la gestion **d'entreprises** ;
- la création, le fonctionnement ou la gestion de **personnes morales** ou de constructions **juridiques**, et
- l'achat et la vente d'entités commerciales.



## Recommandations du GAFI - 23. Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) : Autres mesures (SAR)

- Les experts-comptables devraient être **tenus de déclarer les transactions suspectes** qu'ils effectuent au nom ou pour le compte d'un client, dans une transaction financière en rapport avec les activités décrites dans la recommandation 22.
- Les pays sont fortement encouragés à étendre l'obligation de déclaration au reste des activités professionnelles des comptables, **y compris l'audit.**

## Recommandations du GAFI - 28. Réglementation et supervision des Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD)

- Les EPNFD devraient être soumis à des systèmes efficaces de contrôle et de vérification du respect des exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Ce contrôle doit être effectué en **fonction des risques**. Ce contrôle peut être effectué par:
  - (a) un **superviseur** ou
  - b) par un **organisme d'autorégulation** approprié, à condition qu'un tel organisme puisse garantir que ses membres respectent leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

# Points de conclusion

Comprendre le rôle unique de la profession

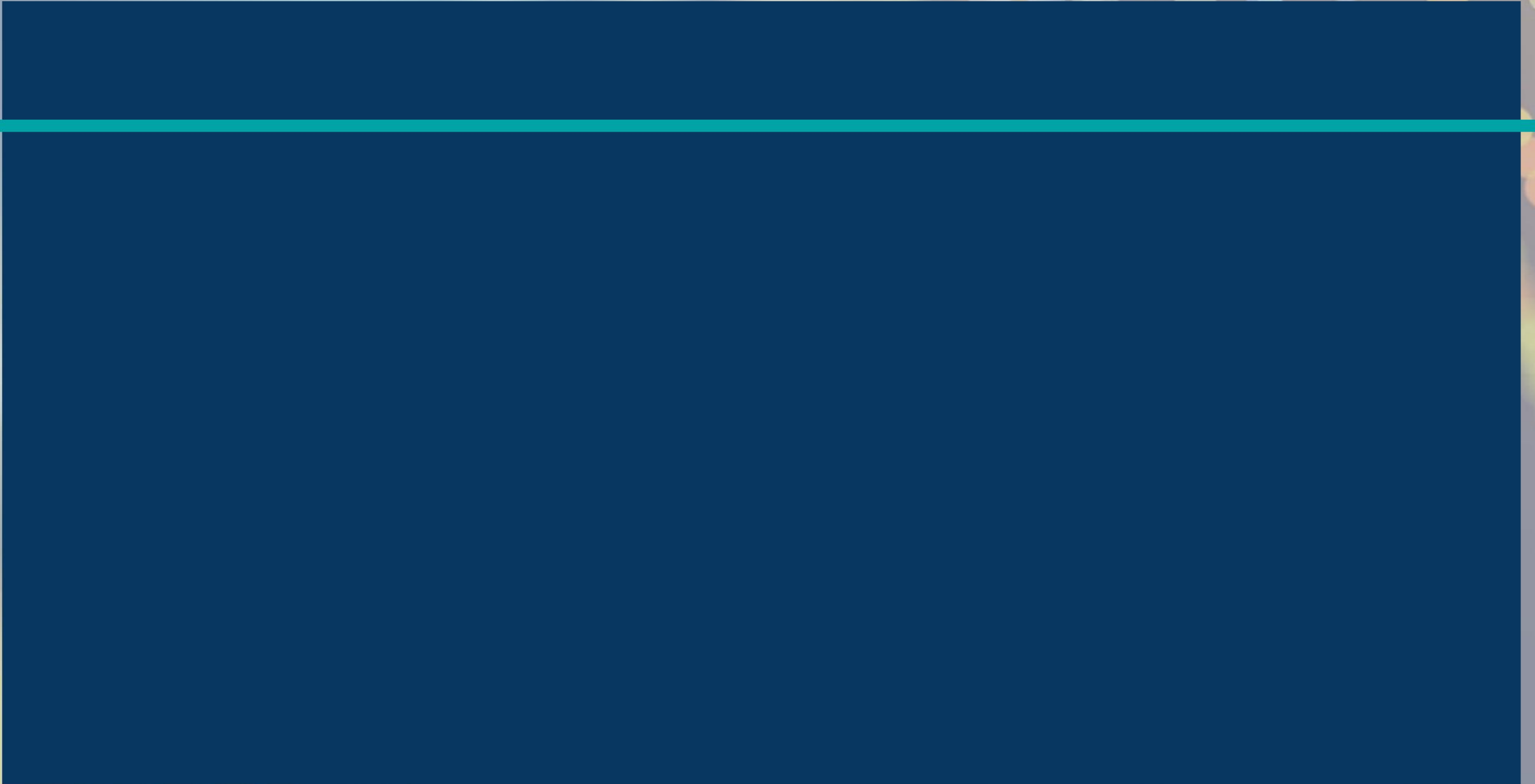
Adopter les recommandations du GAFI

Promouvoir la transparence et la culture de la parole

Partenariat avec votre organisation comptable professionnelle

Soyez des « acteurs du changement » chaque jour !





# Des questions

